

ce parti a commis des erreurs et a pu à l'occasion accumuler de lourds déficits et alourdir la dette nationale.

Lorsque je ferai du porte-à-porte ou que je passerai dans les magasins, aux prochaines élections, et qu'on me demandera ce que le Parti libéral préconise, je répondrai que notre bilan des 50 dernières années montre que les libéraux donnent du travail aux Canadiens. Les libéraux créent plus d'emplois que tout autre parti, et, à dire le vrai, je préférerais voir notre pays avoir une petite dette pour que les Canadiens aient droit à leur dignité et à un emploi.

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Monsieur le Président, je vois que mon collègue veut prendre la parole. Je serai bref. Il lui restera peut-être du temps.

Le député dit que les gouvernements libéraux ont donné des emplois aux Canadiens. Durant la période de grande prospérité que nous avons connue entre 1985 et 1990, le gouvernement libéral de l'Ontario a donné des emplois aux gens. Comment? En embauchant 18 000 fonctionnaires provinciaux. Voilà comment il a créé des emplois. Au beau milieu d'un boom, il a augmenté la taille de la fonction publique.

Nous avons pu lire, la semaine dernière, que le gouvernement néo-démocrate de l'Ontario a l'intention de mettre à pied ces 18 000 personnes.

Le député croit-il que la façon de créer des emplois, c'est d'embaucher des fonctionnaires? Est-ce là l'approche préconisée par le Parti libéral? Ce n'est plus, il semble, l'approche préconisée par le NPD, et ce n'est certainement pas celle préconisée par les conservateurs.

M. Mills: Monsieur le Président, je ne peux pas croire que le ministre m'a posé cette question. Il sait fort bien que ce n'est pas l'approche préconisée par le Parti libéral du Canada. J'ai dit 150 fois à la Chambre au cours des trois dernières années que le Parti libéral croit dans l'entrepreneuriat. Les libéraux croient dans les petites entreprises.

• (1600)

Il y a plus de 960 000 petites entreprises au Canada. Ce serait bien si nous pouvions faire la promotion du projet de loi du ministre, et obtenir que les banques financent les entreprises, au lieu d'avoir la Corporation de développement des investissements du Canada qui garantit des prêts aux Edper, Campeau, Central Guaranty et Royal Trustco. Le ministre est capable de trouver 10 milliards de dollars pour ces gens, mais n'arrive même pas à trouver de l'argent pour faire de la publicité auprès des petites entreprises.

Les crédits

C'est ce qui ne va pas dans le gouvernement actuel. Nous ne lui demandons pas de créer une bureaucratie. Nous sommes contre la bureaucratie autant que n'importe qui d'autre, mais nous détestons le voir détruire nos petites entreprises. Le gouvernement le fait en modifiant la Loi sur les prêts aux petites entreprises et en ne communiquant pas les changements aux banques ni aux entreprises.

Lorsque vous dites que David Peterson et son gouvernement libéral ont embauché 18 000 fonctionnaires, je ne suis pas certain que vous ayez absolument raison. Disons que je suis prêt à vous donner le bénéfice du doute et à croire qu'il les a embauchés. Il ne faut cependant pas oublier que, durant cette période, il a également équilibré le budget.

M. Pat Sobeski (Cambridge): Monsieur le Président, je serai bref. Le député a soulevé un bon argument au sujet de l'économie souterraine. Il me semble que, en 1981, au cours de la dernière récession, des électriciens et d'autres ouvriers étaient en chômage et, lorsque nous allions prendre un verre à la Légion, nous entendions souvent les gens demander si un tel ou un tel accepterait de travailler au noir.

Le député nous décrivait la situation en 1991, mais la situation était la même en 1980. Lorsque le député parle de l'attitude envers les entreprises et de la réforme de la Loi sur les prêts aux petites entreprises, ne se sent-il pas soulagé de savoir que les entreprises ont de meilleures chances de s'en sortir? Il ne faut pas oublier que le taux préférentiel des banques à charte atteignait 22 p. 100 en 1981. De nos jours, il doit admettre que, grâce aux conservateurs et aux mesures qu'ils ont prises, le taux s'élève à 6,75 p. 100. Cela doit rassurer quelque peu les entrepreneurs.

Que dire du consommateur qu'il rencontre et qui, il y a dix ans, soit en 1981, était aux prises avec un taux hypothécaire pour cinq ans de 21,75 p. 100? Comment leur explique-t-il le problème que pose aujourd'hui le taux de moins de 9 p. 100? Comment concilie-t-il les deux?

M. Mills: C'est très facile, monsieur le Président. Premièrement, au cours de la récession mondiale de 1980-1981, les taux d'intérêt aux États-Unis s'élevaient à environ 16,5 p. 100 ou 17 p. 100. Il ne faut pas tout mélanger.

La différence entre 1981 et 1991, c'est que, à l'époque, notre budget prévoyait un programme spécial de relance. Nous avons contracté quelques dettes, mais nous avons construit des choses. Nous avons construit des aéroports, des installations à usage non facultatif. Nous avons doté le pays d'une infrastructure, parce que nous préférons payer les gens à construire des routes. Nous préférons payer les gens pour le travail manuel ou intellectuel qu'ils